

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/PRY/3

G/SCM/Q1/PRY/3

8 octobre 1997

(97-4289)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 DE L'ACCORD

Questions des ETATS-UNIS au PARAGUAY¹

La Mission permanente des Etats-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 6 octobre 1997.

1. L'article 12.5 du Décret n° 15.286 du 28 octobre 1996 (G/ADP/N/1/PRY/2-G/SCM/N/1/PRY/2, page 11) prévoit que, s'il est avéré qu'une demande émanant d'un des pays membres du MERCOSUR répond aux prescriptions prévues dans ledit décret et qu'elle est dûment motivée, les autorités en avisent le gouvernement du pays exportateur. Pourriez-vous indiquer si, comme le veut l'article 5.5 de l'Accord antidumping, les pays non membres du MERCOSUR seront eux aussi avisés si le gouvernement paraguayen est saisi d'une demande dûment documentée, et ce avant l'ouverture d'une enquête antidumping?
2. L'article 18.4 du Décret n° 15.286 du 28 octobre 1996 (G/ADP/N/1/PRY/2-G/SCM/N/1/PRY/2, page 14) prévoit qu'il peut être conclu à la non-imposition de mesures lorsqu'on considère que cela causerait un préjudice substantiel à l'économie nationale. Pourriez-vous indiquer de quelle manière l'autorité administrante évaluerait ce préjudice substantiel?
3. Dans les cas où la Loi n° 444/94 et le Décret d'application n° 15.286 ne contiennent pas de dispositions au sujet d'un point visé dans l'Accord antidumping et l'Accord sur les mesures compensatoires, a-t-on raison de penser que ce sont les Accords qui prévaudront?

¹G/ADP/N/1/PRY/2-G/SCM/N/1/PRY/2.